

Cameroun

Ajustement économique, dévaluation sociale

Après deux décennies de croissance soutenue, le Cameroun est confronté à une crise économique depuis 1986. Mais ce n'est qu'en 1989 que ce pays a signé son premier programme d'ajustement structurel (PAS) avec les institutions de Bretton Woods. Entretemps, un marasme sans précédent s'était abattu sur le secteur bancaire, causant une hémorragie des emplois dans les établissements financiers et, par effet induit, dans les branches d'activité tributaires des banques et des compagnies d'assurances. La période de novembre 1993 à février 1994 aura été particulièrement difficile pour le Camerounais moyen. Novembre 1993 : avec la deuxième baisse de salaire en l'espace d'un an, les fonctionnaires voient leurs revenus réduits de 30 %. Deuxième choc : la dévaluation du franc CFA, intervenue le 11 janvier 1994, a eu pour effet immédiat de doubler les prix des produits importés, tandis que ceux des produits locaux montaient en flèche. Dans la foulée, la réforme fiscale et douanière imposée par l'UDEAC⁽¹⁾ était mise en application. L'appauvrissement des populations gagnait du terrain. A partir de statistiques issues d'enquêtes sur le

Avec ses deux millions d'habitants, Douala ne finit pas de subir les contrecoups des mesures d'ajustement structurel appliquées depuis 1989.

terrain, la Banque mondiale, dans son rapport publié en 1995 intitulé « Cameroun : Diversity, Growth and Poverty Reduction », précisait que le niveau de consommation des ménages en 1993 était retombé à celui de 1964. Soit un bond en arrière de trente ans !

Insalubrité

Ce sont les villes qui ont le plus gravement ressenti la réduction des revenus et la dégradation sociale. Alors qu'en 1995 la population urbaine représente 47 % de celle du pays, Douala, ville portuaire, ville des affaires, continue d'attirer plus que toutes les autres agglomérations les populations rurales misérables qui viennent y tenter leur chance. Ces pauvres se cantonnent dans des bidonvilles dénommés Madagascar, Soboum, Dibom, Tergal, Grand Hangar, New Bell, Congo, Nangué et autre Bilongué. L'insalubrité y est telle que l'humoriste Tchop-Tchop décrit ainsi la situation :

Togo

A nous la rue

« de moi », témoignent certains jeunes. Plus de 90 % des gamins de la rue sont issus de foyers éclatés ; la mort de l'un des parents ou l'irresponsabilité des adultes sont pour beaucoup dans le désarroi de ces jeunes de la rue. L'instabilité conjugale est importante à Lomé — un tiers des femmes de quarante ans ont divorcé au moins une fois —, favorisée par cette indépendance économique que le commerce procure aux épouses. Même s'il n'y a pas rupture formelle entre les parents, ceux-ci vivent parfois séparément. Mais plus que la monoparentalité, c'est la recomposition familiale qui jette les gamins dans la rue. Ces derniers avancent soit le conflit avec le second mari de leur mère soit avec leur marâtre (l'épouse en secondes noces du père).

Instabilité conjugale

Ce n'est donc pas la misère — 5 % seulement des enfants de la rue s'étaient déclarés fils de chômeurs lors d'une enquête effectuée en 1989 — qui est en cause. Selon cette enquête, 74 % ont fui un domicile où il y avait assez à manger. Mais si l'enquête avait été poussée plus loin, les réponses auraient certainement mis à jour des inégalités entre les demi-frères, qui sont sources de conflits. On a donc la, principalement, l'effet de la dislocation de la cellule familiale en milieu urbain, d'autant plus

« Nangué, c'est le quartier où l'on ne peut tuer un moustique qu'à l'aide d'un marteau ».

Dans son rapport sanitaire, Gisèle Yitamben écrit : « A la morgue de l'hôpital Laquintinie de Douala, il y a 80 corps abandonnés par des parents qui n'ont plus de quoi acheter un cercueil (...) Pour ce qui est des médicaments, on n'y pense pas : trop chers depuis la dévaluation »⁽²⁾. La baisse de l'importation des produits pharmaceutiques confirme ces propos. Ainsi, en 1994-1995, 1 702 tonnes de médicaments pour une valeur de 20,8 milliards de francs CFA ont été importés contre 2 291 tonnes représentant 16,7 milliards en 1993-94. Dans les hôpitaux publics où le tarif officiel de la consultation est de 600 FCFA, la corruption a atteint une telle ampleur qu'il faut souvent déboursier plus de 5 000 FCFA. Beaucoup trop d'argent pour la plupart des bourses, d'où la rareté des malades dans les hôpitaux. A preuve, entre juillet 1992 et juin 1993, le nombre de personnes hospitalisées est passé de 32 332 à 7 546.

lisées était de 32 332 alors qu'entre juillet 1993 et juin 1994, on ne comptait plus que 7 546 malades. Où sont passés les autres patients ? La plupart d'entre eux s'est tournée vers les guérisseurs traditionnels, tandis que d'autres, sans doute plus nombreux, se livrent à une automédication plus qu'hasardeuse.

Il existe depuis environ trois ans à Douala, dans le quartier de New Bell, une zone appelée Le Gazon. Dans ce terrain vague, des jeunes gens vendent des médicaments bon marché, mais la plupart du temps périmés. Les populations s'y rient, en dépit des avertissements lancés par les autorités sanitaires et relayés par les médias. Pour le dosage des produits achetés au Gazon, on se débrouille comme on peut. On lit la notice ou ce qui en tient lieu ou on suit à la lettre les instructions du vendeur qui n'y connaît généralement strictement rien.

Fréquentation scolaire

en baisse. Avec la paupérisation des populations, le système scolaire est lui aussi en péril. Les enfants désertent les établissements privés (réputés chers mais où l'enseignement est de bonne qualité) au profit des écoles publiques (où l'enseignement est supposé gratuit). Ainsi, dans des lycées publics de Douala, certaines classes atteignent des effectifs de 130 personnes alors que le privé connaît des chutes d'effectifs. Le collège de Toko Samuel au quartier Ndôgimbi compte cette année un effectif de 600 élèves, contre 1 565 en 1995.

Le nombre d'élèves s'inscrits dans le cycle secondaire est en baisse. Conséquence : de plus en plus de jeunes s'inscrivent dans l'oisiveté, l'alcoolisme et la délinquance. En témoignent les effectifs pléthoriques du quartier des jeunes de la prison de New Bell. La prostitution des jeunes se développe également. Et avec elle, le nombre des grossesses non désirées. Régulièrement, on fait état de fœtus retrouvés dans les poubelles du quartier. Victimes de la pauvreté, chassés par la faim, de nombreux enfants se retrouvent dans la rue. Ils sont les témoins de l'implosion de la cellule familiale. Mais comme souvent, pendant que la masse devienne plus en plus pauvre, une nouvelle mafia profite du désordre environnant pour s'adonner à toutes sortes de trafics et d'activités louches, exhibant de manière ostentatoire des signes extérieurs de richesse. Mais il y a aussi ceux qui, dans le secteur informel, s'acharnent au travail pour endiguer la pauvreté et font face aux difficultés quotidiennes avec courage.

Eyoum Nangué

(1) Union douanière et économique des Etats de l'Afrique centrale.
(2) Evaluation participative de la pauvreté en zone urbaine. Le cas de Douala, Gisèle Yitamben, ASAFÉ-Banque mondiale, juillet 1994.

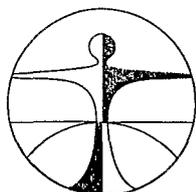
A Lomé, la marginalité juvénile a pris de l'ampleur avec la crise économique, mais le phénomène est engendré au départ par l'éclatement de la cellule familiale.

Dans la capitale togolaise, la marginalité des enfants est essentiellement masculine : ce sont les garçons que l'on abandonne à la rue. Les filles participent au contraire dès leur plus jeune âge à l'activité de leur mère ou sont employées comme domestiques dans des conditions difficiles. Les garçons qui vivent seuls, jour et nuit, dans les rues du centre commercial, devant les cinémas, les boîtes de nuit ou à la frontière avec le Ghana mitoyen, sont d'abord des citadins, nés à Lomé ou dans d'autres villes proches — moins de 10 % d'entre eux sont issus de l'exode rural. Ils ont gagné la rue, à l'âge de douze ans environ, parfois à la suite d'un conflit familial ouvert. D'autres (deux cas sur trois) ont fait le saut à la suite d'un cheminement plus long : on s'éloigne progressivement des attaches familiales en raison d'une hostilité diffuse ou en raison d'une indifférence ostensible affichée par les adultes — « on ne me disait rien, on s'en fout

ancienne et profonde que les familles de la bourgeoisie de Lomé sont urbanisées de longue date. Si l'arrivée de gamins dans la rue est d'abord provoquée par une carence d'amour familial, la situation économique, considérablement aggravée par la dévaluation du franc CFA en 1994, a modifié la donne : la pauvreté a gagné du terrain. Les gamins de la rue ne se contentent plus de garder les voitures ou les gares routières, ils y dorment, ils commettent des larcins. La proportion d'orphelins parmi eux dépasse désormais les 50 %. Il apparaît clairement que la crise de l'économie a pour premier effet l'effondrement de la solidarité, dont les victimes sont en premier lieu les plus faibles, les enfants sans soutien. Ceux qui avaient été délaissés par des familles irresponsables, peu nombreux en fait, sont maintenant submergés par l'afflux de ceux qui n'ont plus d'adultes capables de les prendre en charge. Le désespoir des uns et des autres paraît maintenant d'égale intensité. Et tous, apparemment, ont tendance à chercher refuge dans la drogue. L'action sur le terrain en leur faveur n'en est que plus difficile, et plus nécessaire.

Yves Marguerat





e n d a

Vivre autrement

Istanbul 96

6^e série

Numéro bilan

Gouverner autrement

Fallait-il, vingt ans après celle de Vancouver, consacrer une seconde conférence au thème des « établissements humains », quand on sait le peu d'impact qu'a eu la première sur l'évolution de la planète ? Les Nations unies peuvent-elles contribuer à changer le monde en organisant ces conférences thématiques, comme elles le font depuis Rio, pour mettre les Etats en face de leurs responsabilités ? Et ceux-ci viennent-ils à ces rendez-vous pour se donner bonne conscience ou pour tenter réellement de préparer les échéances du siècle prochain ? Un peu des deux sans doute, mais on aura vu une fois de plus à Istanbul que nul engagement concret ne viendra modifier le sort des plus démunis dans les années à venir.

Il ne faut pas attendre, en fait, de ces grandes manifestations plus qu'elles ne peuvent donner : quelques orientations sur ce qu'il faudrait faire pour aborder le XXI^e siècle dans des conditions acceptables pour la majorité de la population mondiale et, surtout peut-être, une redéfinition des rôles respectifs des protagonistes d'un développement « durable » que chacun affirme vouloir appeler de ses vœux. A cet égard, Istanbul a joué son rôle comme les autres conférences.

Avec le renforcement de la présence des ONG et des élus locaux, avec les nouvelles relations et les nouveaux conflits qui apparaissent entre Etats, secteur privé, élus et associations, se dessinent peu à peu sous nos yeux ce que seront probablement les relations internationales de demain. C'est peu, au regard de l'immensité des défis à relever. C'est beaucoup quand on sait que pour sortir d'une interminable et douloureuse période de transition entre deux époques, le monde à venir devra être gouverné autrement.

Sophie Bessis

Les leçons d'Habitat II

Malgré l'offensive du Vatican et d'une poignée d'Etats islamistes contre les acquis des femmes, les pays réunis à Istanbul se sont accordés sur un plan d'action pour offrir un avenir aux villes. Il devront s'en donner les moyens.

Tout aura donc été dit. Au terme de six conférences mondiales, les programmes d'action successifs auront nommé tous les maux de la planète, énoncé tous les concepts possibles (développement durable, social, humain, protection de l'environnement, égalité des droits, pauvreté, croissance démographique, accès universel à la santé, à l'éducation...) et se seront engagés – plus ou moins sincèrement – sur des solutions. Mais à Istanbul, une poignée d'irréductibles a de nouveau démontré qu'ils s'engageront toujours à rebours de l'histoire, dans leur opposition acharnée au respect de droits fondamentaux, d'aspirations légitimes. L'in vraisemblable piétinement des négociations dans les heures ultimes d'Habitat II en a apporté la preuve. Car le Vatican, l'Iran et le Soudan ne voulaient pas lâcher cette dernière occasion de remettre en cause les acquis du Caire et de Beijing. Alors que toutes les questions propres à l'habitat étaient réglées, leurs délégations ont tenté jusqu'au 15 juin au matin de faire reculer les Etats-Unis, l'Union européenne, le Canada et leurs alliés sur les droits des femmes. Cette guerre d'usure aura, dans une certaine mesure, payé : l'essentiel est préservé dans l'esprit, mais la guerre de tranchées sur les mots se sera soldée par un grignotage sournois des formulations.

Résumons : la déclaration et le programme d'action d'Istanbul reprennent grosso modo les enseignements de Rio sur la protection de l'environnement, la nécessité de mieux utiliser les ressources de la

planète et de modifier nos modes de consommation. Pour la première fois, c'est essentiel, ce texte reconnaît le droit de chacun à disposer d'un toit – et plus largement d'un cadre de vie décent, avec eau, électricité, sanitaires, espace privé, le tout d'un « coût abordable ». Les Etats ont accepté de s'engager sur la « réalisation progressive » de cet objectif.

Le Cnueh est sauf

Le texte reconnaît qu'une grande partie de la population mondiale vit en habitat précaire, sans toit ou sans terre, et exprime un souci particulier pour les « réfugiés, personnes déplacées, peuples indigènes, femmes, sans-abri », ou enfants des rues. Il condamne les expulsions illégales, et prend en compte des éléments nouveaux, comme la prévention du saturnisme ou les effets de la pollution sur la santé. Enfin, il rappelle les engagements de Copenhague sur la pauvreté, la nécessité de donner aux plus démunis la possibilité (empowerment) d'améliorer leur existence, loue les vertus du micro-crédit, de la production d'emplois productifs. Il appelle à une gestion politique « transparente et représentative », reconnaît le rôle de la société civile, et accorde une place déterminante à la gestion locale et au partenariat entre organisations internationales, gouvernements nationaux et collectivités locales.

La question du suivi a été provisoirement réglée, par la mention de chacune des parties concernées (Assemblée générale de l'Onu, Conseil économique et social et Cnueh). Le centre de Nairobi appa-

rait pour le moment sauvé, sous-entendu à charge pour le prochain secrétaire général de l'Onu de prendre en main la réforme du système des Nations unies, si réforme il doit y avoir.

Côté finances, l'objectif de consacrer 0,7 % du PNB des pays riches à l'aide au développement est réaffirmé, et les inévitables « ressources additionnelles » sont décrites comme devant provenir de « sources variées, publiques, privées, multilatérales, bilatérales », au niveau « international, régional, national et local ». Chacun y trouvera son compte, l'enveloppe étant de toute façon toujours aussi virtuelle.

Restent donc les droits de l'individu et de la famille. Cette dernière est de nouveau appelée à être « renforcée et protégée », mais on la mentionne « sous ses diverses formes ». Après de rudes batailles, l'égalité des sexes (gender equality) a quand même repris le pas sur « l'équité » que l'Iran tentait de remettre en selle.

Pas de progrès décisifs

Aboutir sur un compromis sur la « santé de la reproduction » a été autrement plus complexe. « On y est resté quinze heures » durant l'avant-dernière nuit, rappelle un délégué européen, le Vatican et l'Iran ne supportant plus la vue des mots issus du Caire et de Pékin. Finalement, le paragraphe 96 stipule bien « l'accès universel, durant toute la vie, à une gamme complète de services de santé abordables », y compris « ceux liés à la santé de la reproduction, ce qui inclut la planification familiale, la santé de la sexualité, en cohérence avec le programme de la conférence » du Caire. Le mot

est prononcé. Une fois. Car au paragraphe 22-ter, les Occidentaux ont accepté d'ôter la mention de la santé de la reproduction, jugeant suffisante la référence au Caire. Même pudeur en ce qui concerne la croissance démographique, le Vatican, grand pourfendeur du « mythe de la surpopulation » ayant imposé un simple « changement démographique ».

En définitive, Istanbul a produit un texte d'une géologie complexe, qui juxtapose les strates des conférences précédentes mais n'apporte aucun progrès décisif. Une des seules avancées concerne le « droit au logement » qui ne dépasse pas, si l'on se veut réaliste, le stade du principe. L'élaboration de tels programmes d'action a montré ses limites, dans un contexte international où les droits universels n'ont plus le vent en poupe. Ces conférences, comme ces droits, ne sont visiblement pas porteurs de sens pour tous. Une fois de plus, chacun est retourné dans son pays avec un texte où il lira ce qu'il veut bien y lire.

Bénédict Manier

Urbanisme	
Tunis en mal de plan	5
Asie : les formes de la ville	6
Pauvreté	
Prendre le mal à la racine	8
Exclus parmi les riches	9
Recyclage : une mine d'emplois	11